

PREMIER MAI D'ALLÉGRESSE A LISBONNE

LIRE PAGE 16 LE REPORTAGE DE DOMINIQUE POUCHIN

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

0,90 F

Algérie, 0,90 DA; Maroc, 0,90 dir.; Tunisie, 90 m.; Allemagne, 0,90 DM; Autriche, 7 sch.; Belgique, 8 fr.; Canada, 60 c. cts; Danemark, 2,50 kr.; Espagne, 15 pes.; Grande-Bretagne, 14 p.; Grèce, 14 dr.; Iran, 35 ris; Italie, 200 L.; Liban, 125 p.; Luxembourg, 8 fr.; Norvège, 2,50 kr.; Pays-Bas, 0,75 fl.; Portugal, 10 esc.; Suède, 1,75 kr.; Suisse, 0,80 fr.; U.S.A., 60 cts; Yougoslavie, 8 d. din.

Tarif des abonnements page 30

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 08 C.C.P. 4287-23 Paris Téléc Paris n° 65572 Tél. : 770-91-29

Décision politique autant qu'économique

Les restrictions italiennes portent un rude coup à la Communauté

L'AUTARCIE

Autarcie ! On avait pu croire que ce mot aux sinistres résonances appartenait aux époques les plus tragiques de l'histoire européenne et qu'on ne le reverrait plus jamais à la « une » des journaux. Mais comment qualifier autrement les mesures prises mardi soir par le gouvernement italien ?

Certes, ce n'est encore qu'un début d'autarcie, et l'on se promet à Rome d'y mettre fin dans six mois. Mais l'événement s'inscrit si bien dans la logique de la désintégration du Marché commun que toutes les craintes sont permises pour l'avenir.

Tout s'est passé en effet comme si, ne progressant plus, l'union européenne était condamnée à la régression. Jusqu'à maintenant ce qu'on pourrait appeler l'infrastructure du Marché commun — à savoir le libre échange entre les pays membres — n'avait jamais vraiment été remise en cause. Seule la « superstructure » (coordination des politiques économiques, monétaires, budgétaires, régionales, etc.) qui devait donner vie à la « demeure européenne », à peine esquissée, chancelait et bientôt s'écroulait par pans entiers : l'éclatement du « serpent » monétaire, l'avortement d'une véritable politique régionale, l'absence d'une politique énergétique commune... Mais, à présent, ce sont les fondements mêmes de l'édifice qui sont ébranlés.

Sans doute la crise du pétrole a-t-elle joué un rôle d'accélérateur dans ce délabrement ; mais on aurait tout aussi bien pu s'attendre qu'elle forcerait les Neuf à affirmer leur solidarité. Il n'en a rien été parce que des forces centrifuges étaient déjà au travail.

La première chose qu'a faite la Grande-Bretagne en entrant dans le Marché commun fut, malgré les engagements pris, de refuser de se plier à la discipline monétaire de la C.E.E. en laissant flotter la livre. Elle fut bientôt imitée par l'Italie. Ces deux pays pouvaient d'ailleurs plaider à juste titre qu'ils gagnaient plus au sauve-qui-peut monétaire qu'à compter sur une éventuelle solidarité européenne sans commune mesure avec l'ampleur de leurs problèmes. La voie étant ainsi largement ouverte, la France pouvait s'y engager sans vergogne, malgré les multiples discours de ses représentants sur les vertus de parités fixes. Processus au demeurant cohérent : à chacun pour soi en matière économique et surtout pétrolière devait correspondre tôt ou tard cette forme de nationalisme monétaire que constituait le flottement des monnaies, puis le nationalisme douanier que manifeste aujourd'hui l'Italie.

Est-il encore temps de dire aux différents gouvernements européens que cette résurgence d'égoïsmes nationaux, parce qu'elle est dangereusement contagieuse, est incapable de porter remède à la crise ? Au contraire, elle en aggrave les conséquences ; dans le monde d'aujourd'hui, aucun pays de la taille de chacun des Neuf ne peut espérer se tirer d'affaire tout seul ; il peut seulement tenter d'« exporter » chez le voisin ses difficultés, notamment son chômage. Qui pourra empêcher la Grande-Bretagne ou la France de se défendre en imitant à leur tour l'Italie ?

Le libéralisme économique n'est durablement supportable que si un minimum de solidarité permet de tenir en temps de redistribution les cartes au profit de ceux qui perdent, de sorte qu'ils puissent recommencer à jouer. Mais cette solidarité suppose la définition préalable d'un intérêt commun à l'ensemble. C'était déjà difficile quand le Marché commun ne comportait que six membres ; c'est apparemment devenu impossible depuis l'élargissement de la C.E.E. En agissant comme par entraînement, l'extension du Marché commun a accru l'incohérence de ce qu'il est encore convenu d'appeler la « Communauté » européenne.

LES DERNIERS JOURS DE LA CAMPAGNE

MM. Mitterrand et Giscard d'Estaing améliorent leurs positions

M. Messmer sortira de sa réserve le 6 mai

M. Messmer sortira de sa réserve le 6 mai

Un dernier sondage « Figaro » - SOFRES, réalisé les 29 et 30 avril, confirme les tendances qu'avaient fait apparaître les enquêtes précédentes réalisées par l'IFOP pour « France-Soir » et « le Point ». MM. Mitterrand et Giscard d'Estaing, tous deux en hausse, sont respectivement crédités de 44 % et 31 % des intentions de vote ; MM. Chaban-Delmas et Jean Royer, tous deux en baisse, en obtiennent 17 % et 3 %.

M. Pierre Messmer, premier ministre, a fait connaître son intention de sortir de sa réserve au lendemain du premier tour de scrutin en prenant la parole devant les représentants des formations de la « majorité ».

Le premier ministre a reçu jeudi matin, de bonne heure, M. Valéry Giscard d'Estaing à l'hôtel Matignon, et, en fin de matinée, M. Alexandre Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R.

Les grands efforts déployés au cours des derniers jours aussi bien par M. Chaban-Delmas que par M. Giscard d'Estaing pour attirer à eux l'électorat de centre gauche et les socialistes réticents à l'égard de l'association entre le P.S. et le P.C.F. ne semblent guère avoir été efficaces.

Le dernier sondage Figaro

SOFRÉS, qui est - tout frais - puisqu'il a été réalisé les 29 et 30 avril, montre en effet que M. Mitterrand a repris sa progression et demeure assuré d'arriver en première position à l'issue du premier tour de l'élection présidentielle.

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 3, 5^e col.)

Conseil interministériel à Paris

Tandis que la lire s'est légèrement redressée, ce jeudi 2 mai, sur les marchés des changes (0,78 F à Paris contre 0,77 mardi), les Neuf se consultent sur les conséquences des restrictions aux importations décidées soudainement mardi par le gouvernement italien. M. Messmer a convoqué un conseil interministériel pour le vendredi 3 mai, après s'être longuement entretenu avec M. Giscard d'Estaing.

On redoute à Bruxelles que le nouveau coup porté au Marché commun n'aggrave les difficultés de paiements des pays qui, comme la France et le Royaume-Uni, contribuent largement à l'approvisionnement du marché italien. On n'est pas loin de croire que des arrière-pensées politiques ont pesé dans le choix de Rome.

(Lire pages 40, 41 et 44.)

ENTRETIEN AVEC... M. Valéry Giscard d'Estaing

- Je changerai le style des rapports avec l'opposition
• Le véritable débat aura lieu entre le centre et l'extrême gauche

« Le Monde » publie ci-dessous le troisième des entretiens au cours desquels le directeur et plusieurs collaborateurs du journal ont interrogé MM. Jacques Chaban-Delmas (« le Monde » du 30 avril), François Mitterrand (« le Monde » du 2 mai) et Valéry Giscard d'Estaing sur leurs grandes orientations « présidentielles » et sur certains dossiers particuliers, dont les candidats n'avaient pas encore eu l'occasion de traiter.

M. Valéry Giscard d'Estaing répond aujourd'hui à nos questions. La première porte sur la politique étrangère.

« La politique étrangère doit-elle être, selon vous, du domaine réservé du président de la République ?

— Je n'ai jamais su très bien ce que signifie cette expression de domaine réservé. Il n'y a pas de domaine réservé. Il existe des domaines où la responsabilité présidentielle est plus accusée, et d'autres où elle est indirecte. Je

ne crois pas que le président de la République ait un monopole à exercer en matière de politique étrangère. Le gouvernement a son rôle à jouer. Mais il est évident que le caractère personnel de la diplomatie, notamment des contacts « au sommet » et de certaines conversations, ainsi que le caractère instantané des décisions à prendre en cas de crise, donnent au président une responsabilité directe et particulière.

— M. Chaban-Delmas dit : comment peut-on être à la fois avec M. Jobert, dont, semble-t-il, vous avez approuvé l'action, et M. Lecanuet ? Qu'en pensez-vous ?

— C'est une question à poser à M. Chaban-Delmas.

— Vous n'avez pas de critiques contre l'action de M. Jobert ? Votre attitude serait-elle différente de la sienne ?

— J'ai indiqué que, dans la diplomatie à l'échelon présidentiel, ce qui compte ce sont les grands objectifs. L'objectif de la diplomatie française, telle qu'elle a été conduite par le président Pompidou, au cours des dernières années,

a été, au point de vue de l'Europe, la proposition d'une union de l'Europe en 1980. C'est une idée que j'approuve, qui pose un problème extrêmement difficile de méthodes et d'étapes, mais que j'approuve. L'autre idée a été la recherche de relations de partenaires avec les Etats-Unis, de relations qui ne soient pas des relations de dépendance. Ces relations de partenaires se sont établies à certains moments d'une manière assez ouverte, assez cordiale. Ce fut le cas dans la période qui est allée de la rencontre de Acostas à la conférence de Reykjavik (1). Et c'est, en effet, ce type de politique que nous devons rechercher, me semble-t-il, vis-à-vis des Etats-Unis d'Amérique.

« Au début de votre campagne, vous avez parlé de la non-dépendance et puis, par la suite, vous avez parlé d'indépendance. Pouvez-vous définir votre attitude ?

— Je ne veux pas que la politique se définisse à partir du vocabulaire. Si l'on croit qu'il y a une différence entre l'indépendance et la non-dépendance, il n'y a qu'à dire indépendance. Si on va au fond des choses, dans le monde moderne, personne n'est indépendant de personne. La seule personne qui serait indépendante, ce serait un voyageur sur un radeau qui traverserait un océan : entre son départ et son arrivée, il peut croire qu'il est indépendant du reste du monde.

(1) La rencontre des présidents Nixon et Pompidou aux Açores a eu lieu du 12 au 14 décembre 1973. Celle de Reykjavik du 30 mai au 1^{er} juin 1973.

Deux points de vue syndicaux SIX QUESTIONS par JACQUES TESSIER

POUR M. MITTERRAND par RENE B'HL (Lire page 13.)

DU CHOIX ET DES RISQUES

Par JACQUES FAUVET

Le choix, le double choix qui se présente au pays, n'est pas le fait de l'ambition des hommes, de la lutte des clans, de l'appétit de l'opposition ou du malheur des temps. Souvent masqué par les divisions qui atteignent tour à tour les familles politiques, éclipsé ou faussé par la présence puis l'ombre du général de Gaulle, c'est un choix qui s'inscrit dans les profondeurs historiques et sociologiques du pays. Il se pose aujourd'hui au sein de la défunte majorité et, d'autre part, entre la droite renaissante et bientôt rassemblée et la gauche unie.

Le gaullisme, c'était, au moins dans sa pureté originelle, une politique d'indépendance nationale, une dépolitisation intérieure, un ton social qui ne déplaisait pas aux petites gens toujours prompts à médire de l'étranger, des politiciens et des patrons. C'était un bonapartisme louis-philippard, l'« enrichissez-vous » ayant trop souvent fini, hélas, par avoir pour écho l'« enrichissez-moi ».

Depuis trente ans, quand le gaullisme émerge politiquement, la droite s'effondre ou se rallie, comme en 1945, 1947 et 1958 ; quand il s'efface, elle renaît ou se différencie, comme en 1946, 1956... et 1974.

Populaire et nationaliste, le gaullisme pouvait-il longtemps survivre à de Gaulle ? Il y aurait fallu un prestige qui en impose tout à l'électeur qu'à l'étranger, qui transcende à l'intérieur les divisions traditionnelles, qui à l'extérieur donne au pays un poids sans rapport avec sa force économique et militaire. Si le mot-clé du gaullisme c'est bien l'indépendance — indépendance de l'exécutif par rapport au législatif, indépendance de la diplomatie et, à la limite, de la défense par rapport aux blocs, — il fallait pour que cette politique survive qu'elle soit soutenue par la volonté non plus d'un homme seul mais d'une large majorité à l'unique condition que cette majorité ne dénature pas cette politique.

C'est bien parce que Georges Pompidou présentait que plus les souvenirs s'éloignent et plus les générations montaient, moins le gaullisme avait de signification et d'influence, qu'il jugeait nécessaire, pour en sauver l'essentiel, de rassembler le centre droit et la droite face à une gauche de plus en plus unie, de trouver dans les classes moyennes le relais des voix populaires qui lui faisaient de plus en plus défaut. Pour avoir trop attendu et s'être laissé surprendre par la mort, il n'a pu empêcher les héritiers de se déchirer.

Il s'est alors produit un phénomène de rejet. Les chamalleries et les trahisons jetaient un jour cru sur l'usure d'une équipe à bout de souffle. Le candidat gaulliste apparaissait à beaucoup comme celui de la continuité, mais aussi celui de la continuité des abus de droit et de fait, du règne de l'argent, de « l'Etat U.D.R. ». Il se présentait bien comme le champion de la « nouvelle société » dont le chantier avait été interrompu il y a deux ans, mais chacun sait que le président de la République ne voulait pas en entendre parler, du moins jusqu'à la fin du VI^e Plan, celui du septennat de l'industrialisation !

Dès lors la droite, moderne mais classique, retrouvait un chef naturel qui pouvait se présenter, lui, comme le candidat du changement.

Aidé par son talent, le tour de force de ce candidat est d'apparaître comme un homme neuf, alors qu'il a partagé puis assumé pendant douze ans la responsabilité de la politique économique et financière, et donc sociale. Autre paradoxe : au cours des derniers mois, les plus vives attaques sont venues non de ses adversaires de gauche mais de ses partenaires gaullistes d'alors et de ses alliés centristes d'aujourd'hui.

Il n'est ni juste ni habile de noircir inutilement le bilan et de nier l'actif. Le niveau et le genre de vie du plus grand nombre se sont beaucoup améliorés, même si les disparités de revenus se sont aggravées jusqu'à une date récente. La production s'est considérablement accrue, même si les fruits en ont été trop inégalement partagés et si trop d'exclus et d'oubliés en ont été frustrés. Le commerce extérieur s'est développé, même si, comme on ne le voit que trop aujourd'hui, la nature tant des importations que des exportations le rend des plus fragiles, sans même parler de la part excessive et discutable des armements. Les moyens matériels de l'éducation nationale ont été fortement augmentés, mais une politique moderne de l'enseignement n'a jamais été appliquée, tandis que la jeunesse n'était ni bien comprise ni suffisamment aidée. Enfin les libertés ont été formellement préservées, même si les abus de l'autorité ont paralysé trop d'initiatives et créé des tensions multiples à bien des niveaux.

Mais quel passif, même s'il n'est pas directement ressenti par l'opinion : le mauvais usage de l'argent public gaspillé dans des dépenses improductives ou des opérations non rentables de prestige ou non ; l'insuffisance ou l'archaïsme des équipements collectifs et sociaux, qui pénalisent les moins favorisés, et notamment les familles ; la modicité des bas salaires, qui contraignent tant de femmes à travailler, souvent malgré elles, et ruine la vie ou même la stabilité de tant de foyers ; enfin, un peu partout, la puissance de l'argent qui finit toujours par gagner les batailles livrées à la collectivité, à l'homme, à la nature...

(Lire la suite page 9, 1^{re} col.)

AU JOUR LE JOUR

Pinochet ou Spinoza ?

Les propos qu'ont échangés M. Krivine et M. Galley sur l'armée sont évidemment un dialogue de sourds. Lequel des deux pensait à Pinochet, et lequel à Spinoza ?
A vrai dire, crier « A bas l'armée ! » ou « Vive l'armée ! » est aussi vain que de pousser les mêmes cris à propos de la police de l'université, du clergé, de la justice ou de la république. Au point d'évolution où en est l'homme sapiens ces institutions sont inévitables et, de gré ou de force, il faut bien vivre avec elles.
Ce sont des outils sociaux, et ils valent ce que valent les hommes qui s'en servent.
ROBERT ESCARPIT.

De la guerre totale à la paix lointaine? LES ARABES AU PRESENT MAHMOUD HUSSEIN
Boulevé par son quatrième combat avec les Arabes, Israël s'ouvre-t-il à un nouvel avenir ? L'envoyé spécial du Monde répond... (256 pages 27 F)
Coll. l'Histoire immédiate SEUIL dirigée par J. Lacouture

DU CHOIX ET DES RISQUES

(Suite de la première page.)

La campagne présidentielle a permis d'entendre bien des aveux, des regrets et des engagements. Mais comment le poids des habitudes, des structures et des intérêts permettrait-il, une fois les promesses immédiates satisfaites, de réussir demain ce qui n'a guère été entrepris jusqu'ici ?

Il y a plus grave. Toutes les études prouvent que les électeurs (mais non les électrices), les générations les plus jeunes (moins de quarante ans), les ouvriers, les employés et les cadres moyens votent en majorité, parfois en grande majorité, pour la gauche et non pour le centre et la droite. Les autres catégories et les autres générations ont évidemment les mêmes droits — une voix est une voix — et les électrices les plus âgées, qui le plus souvent font pencher la balance à droite, ont un droit moral né de toute une vie de dévouement ou de travail. Mais est-il juste, est-il sain, est-il prudent que ceux qui contribuent le plus à la production et au développement de la société soient à jamais exclus du pouvoir ou même de l'espérance du pouvoir ? L'alternance, c'est cela aussi. Elle n'est pas seulement politique ; elle doit être également sociologique.

Du côté de la défunte majorité, politiquement et socialement, le risque est dans un « changement » qui n'en serait pas un.

De l'autre côté, il serait dans l'excès de changement. Ses adversaires ne mettent en cause ni la personne du candidat de la gauche, à qui ils décernent volontiers un brevet d'homme d'Etat et de bon Européen, ni son parti, ni même ses projets ; ils passeront même sur la présence des communistes au pouvoir, mais ils se heurtent au programme commun.

Qu'il soit impossible pour les socialistes de conquérir le pouvoir sans s'allier avec les communistes est une évidence mathématique. Qu'il puisse être difficile de gouverner avec eux est une évidence politique. Mais ceux qui se refusent obstinément à cette éventualité devraient aller au bout de leur logique et réclamer ou l'interdiction pour le parti communiste d'exister ou pour la gauche celle d'accéder jamais au pouvoir, alors qu'elle représente la majorité des forces vives de la nation. Il en est, en tout cas, qui ne sont guère fondés à requérir sur le terrain contre le candidat de la gauche. Ce sont ceux qui ont fait naguère échouer la « grande fédération » qui aurait amarré les socialistes au centre, et ceux qui refusent de modifier une loi électorale législative qui, même s'il ne le voulait pas, condamne le parti socialiste à s'entendre avec le parti communiste.

Mais on peut, comme il est toujours conseillé de le faire quand on se trouve devant un choix difficile, se mettre à la place des anticommunistes de bonne foi et partager pour un temps leurs alarmes. Ne croient-ils pas que tôt ou tard, à la suite d'une élection ou d'un « événement », la gauche, et donc les communistes, accéderont au pouvoir ? S'ils acceptent l'alternance, et comment la rejetteraient-ils sans se contredire puisqu'ils soupçonnent la gauche de la refuser, ne croient-ils pas qu'aujourd'hui le risque est moindre qu'il peut l'être demain : un candidat qui a pris le pari de rester à la fois libre de ses décisions et fidèle à ses engagements, un parti socialiste qui, au moins électoralement et politiquement, doit pouvoir équilibrer la présence communiste au pouvoir, un syndicalisme même qui, mieux instruit des réalités, se refuse soit à l'adventurisme, soit au collectivisme ? Est-on sûr de retrouver les mêmes chances si le pays donne plus tard la majorité à la gauche ?

Ce risque serait sans doute plus aisément pris par beaucoup de ceux qui restent partagés entre eux et en eux-mêmes s'il n'y avait le programme commun. Mais, outre que pour l'appliquer il conviendra, après la dissolution, de trouver une majorité parlementaire, l'expérience historique prouve que l'élection elle-même crée l'événement et contraint à aller tantôt au-delà, tantôt en deçà des programmes. Si le candidat de la gauche est élu, son gouvernement devra d'abord, si la majorité actuelle le lui permet, appliquer son plan de lutte contre l'inflation. S'il est aussitôt renversé, il devra gagner les élections législatives et ne pourra le faire que s'il obtient, lui aussi, une majorité élargie. C'est alors, plus qu'aujourd'hui, que se posera la question du programme commun et de sa mise à jour, de la place à y faire au courant autogestionnaire qui aura contribué à l'élection du président. Dans son état actuel, il est évident qu'aucun gouvernement ne serait en mesure d'appliquer le programme commun sans avoir acquis d'abord la maîtrise de l'économie et de l'Etat.

Mais sans le programme commun, amendé ou non, sans une réforme des structures, du crédit, du budget, de la fiscalité et de la politique foncière, le gouvernement de gauche pourrait-il acquérir cette maîtrise de l'économie, lutter à la fois durablement contre l'inflation et contre l'injustice, développer rapidement les équipements collectifs et sociaux, sans nuire à l'industrialisation ? La question se pose aujourd'hui ; elle se posera plus encore lors d'éventuelles élections législatives, qui supposent, de surcroît, une réforme électorale.

Etrangement, ni les institutions ni la politique extérieure ne semblent sérieusement être en question, éclipsées par l'urgence de la lutte contre l'inflation, la primauté des aspects économiques et financiers tant de la gestion passée que du programme commun.

Les trois candidats principaux ont fait leur la politique ou le mythe ou le mot d'indépendance, sans oublier le couplet européen.

Est-ce parce que la politique étrangère dépend moins de la volonté des hommes que du rapport des forces mondiales et des intérêts fondamentaux du pays, et ce dernier ne pâtirait-il pas gravement du ralliement à un bloc et de l'éloignement du tiers-monde ?

Est-ce parce que, si la gauche l'emportait, le contre-poids communiste viendrait équilibrer les tendances atlantistes et que, si la droite gagnait, l'appoint nécessaire des gaullistes viendrait compenser le poids atlantiste du centre ?

Majorité nouvelle ou nouvelle société, changement ou continuité, gauche ou droite ? Au-delà des mots à double sens — qu'est-ce qu'une majorité nouvelle sans une nouvelle politique, qu'est-ce qu'une nouvelle société qui prolonge l'ancienne ? — il y a un pays qui, comme tant d'autres lorsqu'ils sont libres de s'exprimer, est partagé presque toujours par moitié entre l'instinct conservateur et le mouvement, auquel la gauche s'est toujours identifiée.

Dans une société et un monde en marche, le parti du mouvement peut être le moindre risque.

JACQUES FAUVET.

M. MESSMER INVITE LES ÉLECTEURS A VOTER DÈS LE PREMIER TOUR

M. Pierre Messmer réunira les représentants des partis de la majorité dès le lendemain du premier tour en vue de l'organisation d'une campagne commune pour le second tour. Il a annoncé cette intention aux membres du comité de liaison des élus locaux de la majorité qu'il recevait mardi 30 avril à l'hôtel Matignon. Ils se sont associés à l'appel de M. Messmer demandant aux électeurs de voter dès le premier tour afin d'éviter une élection surprise du candidat soutenu par le parti communiste.

LES AUTRES CANDIDATS

Mlle LAGUILLER :

AU PALAIS DES SPORTS

« La droite se déguise pour tromper l'électeur »

Mlle Arlette Laguiller a tenu, mardi 30 avril, au Palais des sports de Paris, la plus importante des réunions publiques de sa campagne. Plus de cinq mille personnes se sont réunies autour de drapeaux rouges et surtout de banderoles déployées par les membres de ses comités de soutien dans les entreprises. Les représentants du Crédit lyonnais ont été les plus entourés et aussi les plus actifs pour soutenir de la voix et du geste — la camarade Arlette —

Des sifflets accueillèrent la moindre évocation de MM. Jacques Chaban-Delmas et Valéry Giscard d'Estaing, et des rires celle de M. Jean Royer. Et c'est à l'assentiment général de l'assistance que la candidate de Lutte ouvrière a déclaré : « Dans le domaine du déguisement social destiné à essayer de tromper l'électeur, Giscard est battu à plates coutures par Chaban. (...) A mesure que les sondages devenaient plus mauvais pour lui, Chaban a essayé de faire plus social encore. Encore deux ou trois sondages en baisse et on va retrouver ces messieurs de

l'U.D.R. en train de chanter l'Internationale. »

L'Internationale et les slogans « Pas de trêve sociale ! », « Une seule solution, la révolution ! », ont ponctué les réserves, une nouvelle fois émises, à l'égard de M. François Mitterrand, « qui se veut un candidat au-dessus des partis, qui n'a pris aucun engagement formel et dont rien ne garantit qu'il ne fera pas, une fois élu, la politique de la droite », et les appels aux travailleurs pour qu'ils gardent les yeux ouverts, « ne donnent pas de chèques en blanc à Mitterrand » et se préparent à « ne pas lui laisser renier ses promesses et retourner sa veste sans réagir ».

Auparavant, Mlle Laguiller, parlant de la candidature de M. Jean Royer, a démenti les propos qui lui avaient été prêtés, notamment dans le Monde du 2 mai, selon lesquels « elle se sentait proche de Nicoud et de Poujade, car eux aussi appartiennent à la catégorie des travailleurs qu'ils défendent ». « Il faut bien dire, a déclaré la candidate de Lutte ouvrière, que sur le terrain qu'il a choisi lui-même Royer n'est ni Nicoud ni Poujade. Cela ne veut pas dire que je ne sens proche d'eux. Les idées politiques de ces gens-là ne sont évidemment pas les miennes. Celles de Nicoud sont discutables ou inexistantes et celles de Poujade étaient ouvertement réactionnaires. Mais l'un et l'autre (...) avaient au moins une qualité aux yeux des commerçants : ils parlaient au nom d'une catégorie sociale à laquelle ils appartenaient ; ils étaient eux-mêmes des petits commerçants, pas des politiciens. — C. Y.

TIMBRES POSTE ACHAT URGENT

Collection de toute importance neuf et oblitéré - Lots, feuilles, accumulation de stock, archives, vieilles correspondances, même d'entreprise, expertise-estimation.

PIGERON 4, rue de Berri 75008 PARIS
359-03-14 sur Bandedes-Vous
Se déplace Paris-Provence

M. DUMONT :

« Le peuple breton veut se rapprocher du socialisme »

M. René Dumont a consacré sa journée du mercredi 1^{er} mai à un déplacement en Bretagne. Il a tenu, dans la matinée, une conférence de presse au Palais des congrès de Lorient, devant près de sept cents personnes. Il a estimé que la Bretagne « a été et est encore comme ces pays du tiers-monde qui souffrent de la surexploitation due à la surabondance et au gaspillage, qui sont le fait des sociétés occidentales. (...) Le peuple breton et en particulier la jeunesse font de plus en plus apparaître leur détermination de se libérer, et de se rapprocher du socialisme ».

Il a ensuite déclaré que son comité de soutien « lui avait interdit de se désister avant le premier tour, et qu'il ne prendrait pas de décision personnelle en désaccord avec lui ».

Mardi 30 avril M. Dumont avait déclaré devant la presse anglo-américaine que M. Pierre Mendès France lui avait écrit pour lui demander de se désister pour M. Mitterrand dès avant le premier tour.

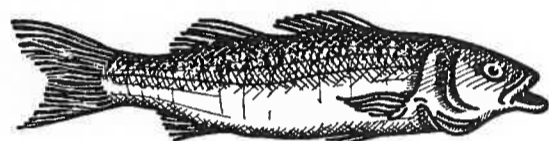
Il s'est, d'autre part, prononcé pour l'abaissement, par étapes, de la majorité électorale à... douze ans.

Dans l'après-midi, il s'est rendu

au Fret-de-Crozon, en face de la base des sous-marins atomiques de l'Ile-Longue, qui selon lui, « se présente comme une cible pour les autres pays et constitue un danger sans égal pour toute la péninsule bretonne ». Il a déclaré : « C'est un énorme gaspillage. Savez-vous que 20 % de l'énergie mondiale est concentrée dans les bombes atomiques ? Pour les produire, les militaires accaparent une grande partie des richesses de la planète, les métaux rares, par exemple, alors qu'il y a tant d'autres utilisations à en faire. Si on les laisse faire, les militaires tiendront bientôt toute la terre. »

Enfin, à Quimperlé, M. Dumont a accompagné à la gendarmerie le président du comité de défense de l'environnement de la ville, qui profitait de la présence du candidat pour porter plainte contre les Papeteries de Maudit, responsables, selon lui, de « la pollution scandaleuse de la Laita ».

● L'Union française pour l'espéranto rappelle, dans une lettre adressée à tous les candidats, « l'acuité des problèmes linguistiques en Europe et dans le monde et la solution définitive que présente l'espéranto quant à la communication entre les peuples ».



Gastinne Renette

voir page 13

Océ satisfait vos besoins en copies d'une autre façon.



La plupart des vendeurs de copieurs font irruption dans votre bureau, profitent du manque d'information en matière de copie, et vous laissent avec un copieur qui n'est pas adapté à votre problème. Nous préférons établir avec vous des relations durables. Pour nous, un seul impératif : vous fournir un matériel qui vous convienne parfaitement.

Si nous y parvenons c'est parce que nous prenons le temps de vous écouter. Mais nous ne nous arrêtons pas là. Notre but est de vous satisfaire parce que c'est la seule façon pour nous de progresser en même temps que vous. Pour Océ, c'est la seule façon sérieuse et durable de collaborer avec vous.



Des copieurs faits pour vous.

Océ-Photosia S.A. 27 rue Cuvier, 93107 Montreuil - Tél. : 808.22.88
Océ et van der Grinten sont des marques déposées